

**Libye - Relations bilatérales -
Migrations - Lutte contre le
terrorisme - Déclaration à la presse
de M. Jean-Yves Le Drian, ministre
de l'Europe et des affaires
étrangères**
(Tripoli, 21 décembre 2017)

Je voudrais d'abord remercier mon collègue de son accueil, vous dire que j'ai fait ce déplacement d'ici à Tripoli à la suite des entretiens qui ont eu lieu à Abidjan il y a quinze jours où l'Union européenne et l'Union africaine se sont mis d'accord sur une feuille de route concernant les migrations. Cette feuille de route intègre la feuille de route initiée aux Nations unies fin septembre, qui prévoit un agenda politique permettant à la Libye de retrouver des institutions stables.

J'ai apporté au président Sarraj le soutien de la France à l'action entreprise par le représentant du secrétaire général des Nations unies, M. Salamé, pour mettre en oeuvre le processus institutionnel dont je viens de parler, avec en particulier la mise en oeuvre d'élections au printemps, avec auparavant la mise en oeuvre du dialogue national qui sera une étape significative avant d'aller vers les élections. J'ai noté la volonté du président Sarraj de respecter totalement ce calendrier, qui est la solution politique indispensable à la Libye et qu'il nous faut mener maintenant avec la plus grande célérité.

Nous avons une convergence de vues totale sur la mise en oeuvre de cet agenda. Et sur la nécessité d'aller vite.

Concernant les migrations, nous avons eu des entretiens utiles qui nous permettent de renforcer notre collaboration pour la gestion de ce dossier très difficile. J'ai noté avec beaucoup d'intérêt la volonté des autorités libyennes de travailler avec les agences des Nations unies, que ce soit le Haut-commissariat pour les réfugiés (HCR) ou l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), et de travailler directement dans les centres d'accueil, ce qui est une très bonne chose et vraiment une nécessité pour travailler ensemble. J'ai aussi apprécié le fait que le ministre des transports accepte que des avions non libyens viennent prendre en charge les migrants voulant rentrer dans leur pays d'origine. C'était pour nous un point très important parce qu'il y a un nombre significatif de personnes qui veulent rentrer dans leur pays d'origine et qui ne le pouvaient pas ou le pouvaient très difficilement.

Enfin, j'ai noté la volonté libyenne de travailler avec la France à la fois dans un renforcement de notre collaboration dans le domaine du renseignement pour identifier et poursuivre les trafiquants où qu'ils se trouvent, que ce soient des trafiquants au Niger, au Tchad, en Libye ou en Europe. Parce que, comme vous le savez, ce sont souvent les mêmes réseaux et ce sont des réseaux qui font des trafics en tous genres qui sont aussi propices à des trafics qui favorisent le terrorisme. Nous allons aussi mettre en oeuvre une collaboration entre nos parquets puisque

c'est ce qui vient de m'être proposé.

Cette situation est un fardeau pour la Libye et il faut qu'on le relève ensemble. Il est vrai que la réponse définitive concerne le processus politique, mais l'action en commun sur les sujets de migrations est une nécessité qu'il nous faut mener dès à présent./.